



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
11 juillet 2016
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2016

6-9 septembre, New York

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

Descriptif de programme de pays pour le Bangladesh (2017-2020)

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Considérations générales	2
II. Priorités du programme et partenariats	4
III. Administration du programme et gestion des risques.....	7
IV. Suivi et évaluation	8
Annexe	
Cadre de résultats et d'allocation de ressources pour le Bangladesh (2017-2020)	9



I. Considérations générales

A. Situation et possibilités du pays

1. La stabilité macroéconomique, l'amélioration de la productivité agricole, la création d'emplois liée à l'expansion du secteur manufacturier et des services et l'augmentation des fonds envoyés de l'étranger sont autant de facteurs qui, ces quinze dernières années, ont stimulé l'emploi et les revenus des ménages et renforcé la sécurité alimentaire, ce qui s'est traduit par d'importants reculs de la pauvreté au Bangladesh. En 2015, la part de la population qui vivait sous le seuil national de pauvreté avait chuté à 24,7 % contre 31,5 % en 2010 (et 57 % en 1992). Au cours de la même période, l'incidence de la pauvreté extrême a baissé pour s'établir à 12 %¹. À la mi-2015, le revenu moyen avait augmenté pour atteindre 1 314 dollars par habitant, propulsant le Bangladesh parmi les pays à revenu moyen inférieur² avant même la date butoir de 2021 fixée par le Gouvernement. Un dividende démographique anticipé constitue un solide point de départ pour une croissance économique ininterrompue³. Environ 62 millions de personnes (soit 40 % de la population) sont âgées de moins de 18 ans⁴. Entre 2011 et 2015, le budget national a doublé en termes nominaux, passant de 20 milliards à 40 milliards de dollars⁵. Une forte croissance et la hausse des revenus ont permis au Bangladesh d'accomplir d'importants progrès au regard de la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement et des indicateurs de développement humain.

2. Le document « Vision 2021 » du Gouvernement du Bangladesh expose un plan de modernisation et de diversification de l'économie. Les sixième et septième plans quinquennaux du Gouvernement (« 6FYP, 2011-2015 » et « 7FYP, 2016-2020 », respectivement) présentent les stratégies de réalisation de la Vision 2021 tout en prônant un développement humain durable. Le septième plan quinquennal, qui débute en 2016, est aligné sur les objectifs de développement durable et place le Bangladesh en bonne position pour qu'il joue un rôle de premier plan dans la région et s'érige en modèle de développement sur la scène mondiale.

B. Obstacles au développement et causes sous-jacentes

3. En dépit de progrès considérables, le Bangladesh reste confronté à des niveaux élevés de pauvreté, d'inégalité sociale et de vulnérabilité. Environ 40 millions de Bangladais (dont 51 % d'hommes et 49 % de femmes) vivent sous le seuil national de pauvreté⁶, et jusqu'à 120 millions de personnes (soit 76 % de la population) subsistent sous le seuil international de pauvreté de 1,90 dollar par jour⁷. La pauvreté rurale persiste, surtout dans les régions isolées du nord et du sud-ouest du

¹ Gouvernement du Bangladesh, 2014. Septième plan quinquennal.

² Données de la Banque mondiale, <http://data.worldbank.org/country/bangladesh>

³ Entre 2011 et 2015, le taux de croissance moyenne du Bangladesh a atteint 6,3%. Source : Septième plan quinquennal xxxiii.

⁴ National Institute of Population Research and Training et al. 2015. *Bangladesh Demographic and Health Survey 2014 (DHS 2014)*. Dhaka. Avril.

⁵ www.mof.gov.bd/en/budget/11_12/brief/en/at%20a%20glance.pdf

⁶ Ibid. 21.

⁷ Banque asiatique de développement. 2015. "Key Indicators for Asia and the Pacific." www.adb.org/sites/default/files/publicatons/43030/ki2014_0.pdf.

pays ainsi que dans la région des montagnes de Chittagong, où l'héritage d'un conflit passé freine le développement social et économique⁸.

4. Alors même que le Bangladesh s'extrait de la liste des pays les moins avancés, les inégalités économiques croissantes s'imposent comme un défi urgent. Une part croissante de la main d'œuvre urbaine (85,5 % des hommes et 92,3 % des femmes) se compose de minorités marginalisées telles que les *dhopa*, les *muchi*, les *napit* et d'autres groupes provenant de castes traditionnellement inférieures, dont les membres sont particulièrement exposés au risque de discrimination et à l'impact des chocs politiques et économiques. Les filets de sécurité sociale n'apportent qu'une couverture limitée, 64 % des pauvres n'étant pas en mesure d'accéder à une quelconque forme de protection sociale⁹. Chez les femmes, la part des actifs ne dépasse pas 34 %, contre 82 % chez les hommes¹⁰, et les femmes ne perçoivent que l'équivalent de 52 % des revenus des hommes¹¹. Seuls 8 % des entrepreneurs bangladais sont des femmes¹², et 25 % seulement des femmes détiennent un compte dans une institution financière formelle¹³. Les niveaux de violence sexiste demeurent élevés : 87 % des femmes mariées déclarent avoir subi des violences conjugales¹⁴.

5. Le Bangladesh demeure extrêmement vulnérable aux catastrophes naturelles et anthropiques, ainsi qu'aux effets des changements climatiques. Le World Risk Report 2015 classe le Bangladesh au sixième rang des pays à risque, sa capacité d'adaptation obtenant un score de 56.69 %¹⁵. Les dizaines de millions de personnes dont les revenus dépendent des écosystèmes terrestres et fluviaux du delta du Bengale sont menacées par la montée du niveau de la mer, l'intrusion d'eau salée, l'engorgement des sols et l'érosion des berges fluviales¹⁶. Chaque année, environ 26 000 personnes perdent une partie de leurs terres à cause des inondations et de l'érosion¹⁷. L'urbanisation rapide a exacerbé les risques et les vulnérabilités – environ 62,3 % des citoyens et 61 % des citoyennes vivent dans des taudis où ils sont exposés aux risques de violence, d'absence d'assainissement et d'expulsion¹⁸.

6. La pollution industrielle endommage les terres et les ressources en eau. Les accidents telles que la marée noire qui a touché la zone écologique des Sundarbans

⁸ PNUD. 2014. State of Development in the Chittagong Hill Tracts Household Survey 2012-2014.

¹² Stratégie nationale de sécurité sociale du Bangladesh. 2015. Division de l'économie générale, Commission de la planification du Bangladesh, juillet. xix.

¹⁰ Bureau de statistique du Bangladesh (BBS), 2013. Labour Force Participation.

¹¹ Forum économique mondial, 2014, *Rapport mondial sur l'inégalité entre les sexes – Profils par pays*, Bangladesh (*The Global Gender Gap Report – Country Profiles*, Bangladesh).

¹² Shituma Zaman. 2013. "Women in Business: A Study on the Development of Women Entrepreneurship in Bangladesh". *World Journal of Social Sciences*, 3 (6) novembre, pp. 175-188.

¹³ Banque mondiale, 2015. Base de données FINDEX sur l'accès aux services financiers.

¹⁴ BBS, 2013, Rapport relatif à l'enquête sur les violences commises à l'égard des femmes (*Report on Violence Against Women Survey, 2011*), Dhaka. September.

¹⁵ Alliance Development Works et Université des Nations Unies, World Risk Report, 2015.

¹⁶ Département de l'environnement, 2013, Bangladesh Environment and Climate Change Outlook, 2012, Dhaka.

¹⁷ Union internationale pour la conservation de la nature, 2014. *Situation Analysis on Floods and Flood Management*, Dhaka.

¹⁸ ONU-Habitat 2012, L'État des villes dans le monde 2012/2013 : Prosperité des villes, Nairobi.

en décembre 2014 ont montré à quel point il était nécessaire d'améliorer la gestion des ressources naturelles. Entre 2010 et 2014, le Bangladesh a perdu 30 places au classement mondial selon l'indice de pollution environnementale, pour devenir le neuvième pays le plus pollué au monde¹⁹. Il se classe au 173^e rang sur 180 pays de l'indice de performance environnementale, qui évalue la santé humaine et les écosystèmes²⁰. Il a adopté des mesures favorisant la préservation et la régénération des ressources naturelles, mais celles-ci doivent être affinées et appliquées de manière plus systématique.

7. Ces différents obstacles au développement ont un point en commun : ils révèlent le besoin urgent de rendre les institutions publiques plus responsables et inclusives, de sorte qu'elles fournissent des services d'un niveau et d'une qualité qui correspondent aux attentes de la population d'un pays à revenu moyen. En 2016, le Bangladesh s'est classé au 147^e rang sur 167 pays de l'indice de perception de la corruption de Transparency International, et au 73^e rang sur 102 pays de l'indice de transparence des administrations publiques²¹. Le pouvoir judiciaire accuse un retard de traitement de 3,1 millions de dossiers et peine à garantir la transparence et la sécurité juridique nécessaires aux investissements et au développement à venir. La Vision 2021 appelle à édifier des institutions démocratiques plus solides et à encourager davantage la participation des citoyens aux prises de décisions à tous les niveaux. Elle souligne également la nécessité de renforcer la règle de droit et les mesures de lutte contre la corruption, et d'améliorer la réactivité, le suivi, la transparence et la responsabilité dans l'ensemble du secteur public.

Contributions du PNUD : tirer les enseignements du passé

8. Le programme de pays du PNUD a contribué de manière significative à la réalisation de plusieurs priorités nationales de développement. Au niveau des politiques publiques, l'appui technique du PNUD a facilité la mise au point d'un programme national de développement étroitement aligné sur le Programme 2030. L'élaboration d'un plan de mise en œuvre et de suivi des objectifs de développement durable nécessitera un appui supplémentaire. Le PNUD a facilité la diffusion des enseignements tirés des échanges Sud-Sud dans le cadre de l'appui qu'il a apporté à la stratégie nationale de sécurité sociale – un cadre pionnier de lutte contre la pauvreté et les inégalités fondé sur le recensement de besoins et de risques multidimensionnels. Pour appliquer la stratégie nationale de sécurité sociale et bâtir des mécanismes efficaces de ciblage et de prestation des services, il faudra renforcer la planification et la coordination entre ministères²².

9. L'appui global du PNUD à la gestion nationale des catastrophes a facilité une évolution fondamentale de la simple mobilisation des secours d'urgence à une

¹⁹ www.epi.yale.edu/epi/country-profile/bangladesh.

²⁰ Angel Hsu et al. 2016. *Environmental Performance Index*. New Haven, CT: Yale University.

²¹ www.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/bangladesh/; www.transparency.org/cpi2015; et <http://worldjusticeproject.org/open-government-index>.

²² Stratégie nationale de sécurité sociale du Bangladesh, Division de l'économie générale, Commission de la planification, Gouvernement de la République populaire du Bangladesh, juillet 2015, xviii, xxi, xxvii.

approche consistant à « reconstruire en mieux » et à promouvoir la résilience²³. Le PNUD a joué un rôle crucial dans l'intégration de la gestion des risques au septième plan quinquennal. Il reste beaucoup à faire pour institutionnaliser une approche de la gestion des risques qui tienne compte de l'ensemble de l'administration et de la société, notamment pour préparer le pays aux catastrophes d'ampleur exceptionnelle et pour appliquer le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Ces travaux doivent être menés de concert avec les efforts déployés en faveur de la croissance inclusive et de la réduction de la pauvreté, surtout pour ce qui concerne les politiques et les mesures ciblant les femmes, qui demeurent affectées de manière disproportionnée par les risques liés aux catastrophes et au climat²⁴.

10. L'appui déjà ancien que le PNUD apporte à la prestation des services publics s'est traduit par des percées en termes d'amélioration de l'efficacité et de l'accessibilité des services. La numérisation de l'administration et le transfert de 53 services des ministères compétents à l'échelon de l'*upazila* (sous-district) a permis à 4,5 millions de personnes supplémentaires par mois d'accéder aux nouveaux services électroniques²⁵. Le programme Accès à l'information, soutenu par le PNUD, a contribué à réaliser la stratégie gouvernementale « Bangladesh numérique » en faveur d'une prestation plus transparente et responsable des services. Il semble possible de généraliser cette mesure et d'étendre la culture de l'innovation dans l'ensemble de l'administration.

11. Les évaluations à mi-parcours des réalisations mettent en lumière le fait que les modèles d'autonomisation des populations locales soutenus par le PNUD, comme les forums de développement pilotés par des collectivités et par des femmes, la budgétisation participative et la facilitation des partenariats directs avec les autorités municipales et les institutions du secteur privé ont contribué à élaborer des processus plus réactifs de développement local, qui ont entraîné une baisse de la pauvreté multidimensionnelle dans les zones urbaines et rurales²⁶. Au cours du cycle suivant, il sera essentiel de veiller à ce que les modèles qui ont fait leurs preuves soient institutionnalisés et généralisés au niveau national.

II. Priorités du programme et partenariats

12. Dans le contexte du septième plan quinquennal et de la vision gouvernementale visant à extraire le pays de la liste des pays les moins avancés, le PNUD s'efforcera de garantir une société résiliente et inclusive qui partage sa prospérité croissante avec tous ses membres. Le PNUD collaborera avec le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour mettre en œuvre un programme de pays centré autour de trois priorités :

²³ Towards a More Resilient And Greener Bangladesh : évaluation à mi-parcours du programme de pays du PNUD pour le Bangladesh, 2012-2016, réalisation 3.1 et réalisation 3.2. Haque, Wöerlen, Islam, et Neelormi, juillet 2015. 69.

²⁴ Ibid. 37

²⁵ www.a2i.pmo.gov.bd/

²⁶ Évaluation indépendante à mi-parcours des réalisations, Descriptif de programme de pays, 2012-2016, réalisations 1.1 et 1.2, Richard H. Langan II, Salahuddin Aminuzzaman, Shahnaz Huda, Md. Waheed Alam, novembre 2015. xiv,53,43.

(a) Garantir une croissance économique inclusive qui favorise les possibilités d'emploi, particulièrement pour les femmes ;

(b) Améliorer les politiques et les programmes sociaux en privilégiant la bonne gouvernance et la lutte contre les inégalités structurelles ;

(c) Renforcer la résilience et améliorer la viabilité environnementale.

13. Le programme de pays ciblera les catégories défavorisées et les poches de pauvreté du Bangladesh (en particulier les zones isolées et celles qui ont été délaissées), en s'inspirant du ciblage géographique du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Il privilégiera deux catégories qui sont des agents essentiels de changement : (a) les femmes, en luttant contre leur vulnérabilité et leur marginalisation ; (b) les jeunes, en tirant parti des possibilités qu'offre le « dividende démographique » qui nourrira la croissance future du Bangladesh. Le programme de pays contribuera à veiller à ce que la trajectoire de développement du Bangladesh ne laisse personne de côté.

14. Le PNUD tirera parti de son statut et de son expérience sans équivalent pour fournir une expertise en matière de politiques et de programmes afin d'appuyer la mise en œuvre du septième plan quinquennal et de s'imposer durablement comme partenaire stratégique du Gouvernement dans le cadre de son programme de développement durable. Il utilisera des approches fondées sur les bonnes pratiques et facilitera l'échange de connaissances au niveau régional et mondial en faisant de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire des modalités de mise en œuvre fondamentales. Le PNUD appuiera notamment la création de centres d'excellence Sud-Sud dans les domaines prioritaires de la gestion des catastrophes et de l'innovation, en travaillant en lien avec des partenaires comme la Chine, la Banque Mondiale, l'Agence suédoise pour la protection civile, Nesta et MindLab, entre autres.

15. Le PNUD apportera son concours à un comité interministériel sur la mise et en œuvre et le suivi des objectifs de développement durable en élaborant un plan de mise en œuvre opérationnel confié à de nombreux acteurs, adéquatement financé et assorti de mécanismes permettant de mesurer les résultats obtenus et d'en rendre compte. Le PNUD stimulera le nécessaire effort stratégique à consentir en faveur du renforcement de la collecte et de l'analyse des données nationales afin d'assurer le suivi de la performance, et appuiera les principales institutions publiques en vue de créer un écosystème national rigoureux et complet de données ventilées, en travaillant en lien avec la Division de l'économie générale, le Bureau de statistique du Bangladesh et la Division du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre. Le PNUD soutiendra le Gouvernement afin qu'il regroupe les données provenant d'organismes des Nations Unies tels que le FNUAP, le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ONU-Femmes et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en vue de créer un écosystème national complet de données sur lesquelles s'appuieront les mesures prises pour planifier et suivre la réalisation des objectifs de développement durable.

16. L'approche adoptée par le PNUD privilégiera (a) la réforme des cadres et des politiques ; (b) le renforcement des pratiques institutionnelles ; et (c) l'autonomisation et la mobilisation des communautés et des individus, en tirant parti des possibilités qu'offre le bénévolat. La conception et la mise en œuvre du

programme s'appuieront sur l'innovation et sur une programmation fondée sur des données factuelles, que renforceront des partenariats conclus avec des établissements locaux et internationaux de savoir et de recherche (y compris des universités, des laboratoires d'idées et des organisations de la société civile) ainsi que des organisations professionnelles. Conformément à l'évaluation du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, le PNUD renforcera les partenariats et la coordination avec d'autres organismes des Nations Unies, surtout pour ce qui concerne le soutien intégré au développement dans la région des montagnes de Chittagong, la gestion des catastrophes et l'autonomisation économique des femmes.

17. Le PNUD aidera le Gouvernement à élaborer et à appliquer un modèle mixte de financement du développement qui comprendra des investissements privés, publics, nationaux et étrangers. Le financement du développement sera privilégié, au moyen notamment de modèles de co-financement public, afin d'accélérer la réalisation des priorités nationales de développement. Le PNUD contribuera à lever et à mobiliser les ressources, y compris par les moyens suivants : en explorant et en concrétisant les possibilités de partenariat avec le secteur privé, en recherchant des partenariats bilatéraux non traditionnels (avec la Chine en matière de gestion des catastrophes, par exemple, ou encore avec la Corée du Sud sur les violences sexistes), en suivant activement les institutions financières internationales et les fonds verticaux (notamment la Banque asiatique de développement dans le domaine des énergies durables, la Banque mondiale en matière de logement urbain à bas coût et le Fonds vert pour le climat sur les changements climatiques), et en approfondissant et en alimentant les partenariats officiels traditionnels d'aide au développement dans des domaines tels que la réduction de la pauvreté urbaine, la justice et les droits de l'homme.

Garantir une croissance économique inclusive qui favorise les possibilités d'emploi, particulièrement pour les femmes

18. Conformément aux réalisations 1 et 4 du plan stratégique du PNUD et aux réalisations 2, 10 et 13 du septième plan quinquennal du Bangladesh, le PNUD aidera le Gouvernement à cibler les poches de pauvreté qui persistent. Le programme de pays appuiera l'autonomisation économique des femmes et contribuera à améliorer les possibilités qu'elles ont de participer au progrès économique et d'en bénéficier. En lien avec le FENU et ONU-Femmes, le PNUD formulera et appliquera des enseignements et des analyses sur l'évolution de la croissance économique formelle et informelle, les obstacles et les possibilités en matière d'accès aux marchés et aux financements, ainsi que les qualités d'adaptation. Cela permettra d'éclairer la finalisation et la mise en œuvre de la stratégie nationale d'inclusion financière, élaborée en partenariat avec le cabinet du Premier ministre et la Banque du Bangladesh. Le PNUD mobilisera également des mécanismes de financement innovants tels que les fonds autorenouvelables dans le secteur du logement social.

19. Le PNUD étendra le champ des mesures de réduction de la pauvreté urbaine qui ont fait leurs preuves de sorte qu'elles touchent non plus 3 millions, mais 9 millions de personnes dans 35 villes et communes. En partenariat avec la Division des collectivités territoriales, UKaid ainsi que les fédérations de communes et les comités de développement local, le PNUD s'attachera en priorité à améliorer le niveau de vie et les conditions de vie des citoyens pauvres par la mobilisation des

populations locales, la création d'emplois et le développement des compétences en collaboration avec le secteur privé, en exploitant le potentiel de l'Appel à l'action du secteur privé. Le PNUD cherchera à renforcer le développement et l'inclusion sociale fondés sur les technologies de l'information et des communications, notamment par des stages de formation et d'apprentissage et des centres numériques d'union citoyenne, afin de stimuler le développement rural. Les politiques inclusives et les cadres de gouvernance créeront un contexte propice à la croissance et aux mesures économiques favorables aux pauvres et à l'environnement, et traiteront les causes et les effets de l'urbanisation rapide, y compris l'accès aux énergies durables et à la gestion des substances chimiques et des déchets.

Améliorer les politiques et les programmes sociaux en privilégiant la bonne gouvernance et la lutte contre les inégalités structurelles

20. Conformément aux réalisations 2 et 3 du plan stratégique et à la réalisation 14 du septième plan quinquennal, le PNUD ciblera les catégories exposées à des niveaux élevés d'inégalité, de violence et d'injustice, et tenues à l'écart des services. Le programme de pays portera principalement sur les femmes, les jeunes et les minorités ethniques et privilégiera leur inclusion dans les décisions et les débats relatifs aux politiques publiques en créant et en renforçant des plateformes destinées à la société civile et des réseaux de bénévoles afin d'améliorer la réactivité et la responsabilité. En s'appuyant sur le mandat de suivi de la performance des institutions publiques qui est confié au cabinet du Premier ministre, le PNUD mobilisera un consortium d'administrations et d'établissements de recherche pour créer un cadre national d'évaluation et de suivi qui garantira, données factuelles à l'appui, la réalisation progressive de l'objectif de développement durable 16. En complément, le PNUD facilitera des actions et des études chiffrées visant à évaluer les progrès accomplis en matière d'accès à la justice, de transparence et de responsabilité de la prestation des services (y compris au moyen de mécanismes de réclamation), d'accès à l'information et d'autonomisation juridique.

21. Le PNUD fera en sorte que les femmes et les hommes, en particulier parmi les catégories marginalisées, bénéficient d'un accès plus équitable à la justice. En partenariat avec l'Union européenne, la Division des collectivités territoriales et le secteur judiciaire du Bangladesh, le PNUD appuiera dans le secteur de la justice des réformes formelles, quasi formelles, répondant à une demande et tenant compte des disparités entre les sexes, comme l'extension des services d'aide juridictionnelle, par exemple. Avec le Danemark, la Suède et la Suisse, le PNUD apportera son soutien à la Commission nationale des droits de l'homme et à d'autres organisations de défense des droits de l'homme en matière de prévention et de traitement des violations des droits de l'homme et pour promouvoir une approche axée sur les droits dans toutes les politiques et tous les programmes de développement.

22. Le PNUD appuiera le Gouvernement s'agissant des interventions opérationnelles, sectorielles et géographiques nécessaires pour améliorer la répartition des politiques de développement entre les districts, notamment là où les inégalités sont manifestes, en fonction du ciblage géographique du PNUAD et des évaluations de la pauvreté réalisées par le Bureau de statistique du Bangladesh. Le PNUD renforcera les capacités des collectivités territoriales afin qu'elles fournissent leurs services de manière plus inclusive, efficace, transparente et responsable, et poursuivra la généralisation des mesures de numérisation pour aider

le Gouvernement à donner corps à la Vision 2021. Dans la région des montagnes de Chittagong, le PNUD, conformément au nouveau cadre programmatique de l'ONU, travaillera en lien étroit avec d'autres organismes des Nations Unies – comme l'UNICEF, ONU-Femmes, la FAO et le PAM – qui jouent un rôle primordial en matière de gouvernance, de paix et de développement, et qui favorisent la viabilité des moyens de subsistance et la résilience des populations locales. En tirant parti de l'appui qu'il a déjà apporté à la stratégie nationale de sécurité sociale, le PNUD collaborera avec la Division du secrétariat du Gouvernement pour améliorer les programmes de sécurité sociale en renforçant la cohérence et la coordination des politiques conduites par 23 ministères et en harmonisant 140 régimes de sécurité sociale disparates. Le PNUD cherchera à améliorer le ciblage et à réduire la déperdition des prestations de sécurité sociale versées aux personnes vivant en situation de pauvreté et de vulnérabilité extrêmes grâce à des mécanismes de versement électronique.

Renforcer la résilience et améliorer la viabilité environnementale

23. Conformément au plan stratégique et au septième plan quinquennal, le PNUD encouragera la résilience comme partie intégrante du développement durable. Guidé par un nouveau cadre de programmation interorganisations, le PNUD privilégiera les volets relatifs à la mise en place d'institutions et à la réforme de la préparation aux catastrophes et de l'intervention d'urgence, afin de renforcer les capacités du Bangladesh à appliquer le Cadre de Sendai d'ici à 2030. Tirant parti de son expérience en matière de gestion des risques et des catastrophes ainsi que de sa relation de travail avec le Ministère de la gestion des catastrophes et des opérations de secours, le PNUD adoptera une approche du renforcement de la résilience et de la gestion des catastrophes qui tiendra compte de l'ensemble de l'administration. L'accent sera mis sur le développement et la mise à jour des plans nationaux, sectoriels et municipaux de préparation, de réponse et de relèvement, et sur la capacité à reconstruire en mieux après une catastrophe.

24. Le PNUD appuiera les ministères de la gestion des catastrophes et des opérations de secours, de l'environnement, des affaires relatives aux femmes et aux enfants ainsi que d'autres ministères compétents pour mettre au point des projets de développement et d'adaptation aux changements climatiques pilotés par les populations locales et visant à réduire les vulnérabilités des femmes et des filles. La programmation gouvernementale s'appuiera sur une cartographie des risques liés au climat et des autres risques naturels et sur des outils et méthodes d'analyse rétrospective de la résilience. Des systèmes destinés à accéder aux financements en matière climatique, à les attribuer, à les suivre et à en rendre compte seront élaborés, et le PNUD aidera le Gouvernement à accéder au Fonds vert pour le climat, au Fonds pour l'environnement mondial ainsi qu'à d'autres fonds verticaux afin de mobiliser les ressources nécessaires en faveur d'une croissance verte et résiliente face aux changements climatiques. En partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la FAO, le PNUD aidera le Gouvernement à améliorer la santé de l'environnement et la préservation de la biodiversité en ciblant particulièrement les forêts et d'autres zones d'importance critique sur le plan écologique. Des partenariats avec le secteur privé seront envisagés par l'intermédiaire de l'initiative dite « Business Initiative Leading Development », de la fédération des chambres de commerce et d'industrie du Bangladesh et de l'initiative de l'Appel à l'action du secteur privé.

III. Administration du programme et gestion des risques

25. Le présent descriptif de programme de pays donne un aperçu de la contribution du PNUD aux priorités nationales de développement et aux réalisations du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Il constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration de la mesure dans laquelle les résultats correspondent aux objectifs fixés et de l'utilisation des ressources allouées au programme. La chaîne des responsabilités est précisée dans les politiques et procédures relatives aux programmes et aux opérations du PNUD ainsi que dans le cadre régissant les contrôles internes. Le programme de pays sera exécuté en coordination avec la Division des relations économiques du Ministère des finances. Le PNUD explorera avec le Gouvernement des mécanismes structurés de financement public de programmes conformes aux priorités nationales, en tenant compte des pratiques en vigueur dans d'autres pays dont la situation socio-économique est similaire à celle du Bangladesh. En vertu du principe de recouvrement des coûts par d'autres ressources approuvé par le Conseil d'administration, les coûts d'organisation induits par la mise en œuvre d'une activité ou d'un service de développement pouvant être directement relié et attribué à un projet spécifique seront inclus dans le budget du projet et imputés directement à ce titre, afin de refléter le coût exact de la réalisation des résultats de développement.

26. Le programme se fondera sur les principes de gestion axée sur les résultats et sera guidé par des données et des statistiques vérifiables. Les contrôles de qualité conduits au moyen d'audits externes et d'évaluations des réalisations seront améliorés, de même que les garanties concernant les effets sociaux et environnementaux. Le programme sera mis en œuvre selon une approche en réseau qui facilitera dans toutes ses composantes la conclusion de partenariats et la capacité à tirer des enseignements.

27. **Risques :** (a) L'agitation politique est susceptible de perturber les activités du programme et les relations de partenariat. Le PNUD assurera le suivi et la mise en œuvre de mesures d'alerte rapide concernant les risques politiques, en assurant notamment au cours de la programmation une communication étroite avec le Gouvernement et les partenaires issus de la société civile. Le PNUD renforcera les capacités de préparation aux chocs politiques par une gestion adaptable et évolutive du programme et par une planification de la continuité des activités opérationnelles. Il fondera son action sur l'initiative « Les droits de l'homme avant tout » et sur les mesures de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme. (b) Les risques environnementaux, y compris les catastrophes extrêmes, mettent les opérations en péril. Le PNUD investira dans la planification de la continuité des opérations et la préparation aux urgences, dans des fonds de réserve et dans la gestion de l'information. Dans le cadre du programme de pays, il tiendra compte des informations issues de la cartographie et de l'analyse des risques climatiques et assurera le suivi des médias et des mécanismes d'alerte rapide. Il renforcera les mécanismes existants de gestion des crises, y compris en formant régulièrement le personnel. (c) Pour lutter contre la corruption et réduire les risques fiduciaires, il faut renforcer les mécanismes de contrôle de qualité des transferts de fonds, conduire des évaluations des capacités de gestion financière des partenaires associés à la mise en œuvre du programme, effectuer des visites sur site et assurer un suivi plus étroit, y compris au moyen d'audits et d'évaluations. Comme l'enseigne

l'expérience du cycle précédent, le contrôle des tierces parties et la participation des populations locales joueront un rôle crucial dans le suivi et la gestion des risques fiduciaires. (d) Alors même que le Bangladesh s'extrait de la liste des pays les moins avancés, la mobilisation des ressources constitue un défi croissant. Le PNUD élargira le champ des ressources disponibles en privilégiant les mécanismes de soutien au Gouvernement et les nouveaux partenariats avec le secteur privé et les institutions financières internationales.

IV. Suivi et évaluation

28. Le PNUD utilisera une approche adaptable de la programmation qui permet de répondre avec rapidité et souplesse aux circonstances changeantes qui prévalent au Bangladesh. Pour remédier aux lacunes manifestes qui entravent la production de données et de statistiques relatives au développement, le PNUD collaborera étroitement avec le Bureau de statistique du Bangladesh pour améliorer les mécanismes de production de données et d'informations et les outils permettant d'y accéder, et pour combler l'insuffisance des données ventilées par sexe et par âge en matière de pauvreté et d'inégalité. Le PNUD appuiera certaines agences publiques ciblées afin de renforcer la collecte et l'analyse de données ainsi que le suivi des progrès réalisés au regard du cadre de résultats du septième plan quinquennal et des objectifs de développement durable. Le PNUD cherchera à nouer des partenariats en matière de suivi et d'évaluation avec des établissements de recherche locaux réputés et innovants (comme Innovation for Poverty Action et l'Institut bangladais d'études sur le développement). Il cherchera à collaborer avec le Gouvernement et les établissements de recherche afin d'expérimenter les essais contrôlés avec distribution aléatoire des sujets, y compris en matière de réduction de la pauvreté et de programmes de protection sociale.

29. Tous les programmes seront fondés sur de solides données factuelles grâce, entre autres instruments, à des mécanismes de suivi pilotés par les collectivités, à des systèmes de retours d'information, à des statistiques participatives et à des outils innovants tels que les données de la téléphonie mobile et de l'imagerie satellite ou encore des capteurs installés dans les infrastructures.

Annexe. Cadre de résultats et d'allocation de ressources pour le Bangladesh (2017-2020)

Priorité ou objectif du pays : objectifs de développement durable (ODD) 1, 5, 6, 8, 10 et 11; 7PQ ²⁷ OS2, OS13 et OS10				
Réalisation énoncée dans le PNUAD (ou équivalent) faisant intervenir le PNUD : n° 1. Améliorer les possibilités, surtout pour les femmes et les catégories défavorisées, de contribuer au progrès économique et d'en bénéficier				
Réalisation correspondante du plan stratégique : Réalisation 1, la croissance et le développement profitent à tous et sont durables (et réalisation 4, égalité entre les sexes et autonomisation des femmes)				
Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles	Source des données, fréquence de la collecte de données et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)
<p>Pourcentage de la population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle grave²⁸; Niveau de référence (2012-13) : 17,4 %, rural : 19,5 %, urbain : 9,3 % Niveau cible (2020): 11 %, rural : 13,5 %, urbain : 6 %; (ODD²⁹ 1.2.1)</p> <p>Nombre de personnes âgées de plus de 15 ans qui déclarent avoir occupé un emploi rémunéré pendant au moins une heure au cours de la semaine précédente ; Niveau de référence (2014): 72,6 millions (femmes : 29 millions, hommes : 42</p>	<p>Source : Indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM), notes d'information sur l'IPM à l'échelle mondiale</p> <p>Fréquence : annuelle</p> <p>Responsabilité : Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI), Université d'Oxford</p> <p>Source : Organisation internationale du travail (OIT)</p> <p>Fréquence : annuelle</p> <p>Responsabilité :</p>	<p>Produit 1.1. Le Gouvernement possède les connaissances et les compétences lui permettant de cibler les poches de pauvreté qui persistent et d'améliorer les possibilités qu'ont les femmes de participer au progrès économique et d'en bénéficier</p> <p>Indicateur 1.1.1. Degré d'amélioration prouvée de la mise en œuvre des mesures de promotion de l'autonomisation économique des femmes³⁰. Niveau de référence (2015) : 1 (non adéquat), Niveau cible (2020) : 2 (très partiel)³¹, Source : Panel annuel d'experts indépendants du PNUD (IRRF³² 4.1.1.)</p> <p>Indicateur 1.1.2. Proportion des citoyens utilisant le système bancaire rural décentralisé, ventilée par sexe. Niveau de référence (2016) : 10 % (femmes : 10 %, hommes : 10 %); niveau cible (2020) : 25 % (femmes : 25 %, hommes : 25 %)</p> <p>Produit 1.2: Les autorités nationales et locales disposent des capacités leur permettant de mettre en œuvre des politiques et des programmes de lutte contre la pauvreté urbaine et rurale</p> <p>Indicateur 1.2.1. Nombre de femmes et de jeunes de plus de 15 ans occupant de nouveaux emplois créés en équivalent plein temps et bénéficiant de moyens de subsistance renforcés grâce à l'effet direct d'interventions du PNUD, ventilé par sexe. Niveau de référence (2016) : femmes : 1,4 million ; hommes : 2,1 millions ; total : 3,5 millions ; niveau</p>	<p>Division de l'économie générale Division des collectivités territoriales Division de la statistique et de l'informatique Division des relations économiques Ministères des affaires relatives aux femmes et aux enfants, de la planification, des finances, des affaires relatives aux montagnes de Chittagong, des collectivités territoriales, du</p>	<p>Ressources ordinaires 6,0 millions</p> <p>Autres ressources 79,3 millions</p>

²⁷ Septième plan quinquennal (du Bangladesh)

²⁸ Indice de pauvreté multidimensionnelle b. <http://www.ophi.org.uk/multidimensional-poverty-index/>

²⁹ ODD = objectif de développement durable

³⁰ Échelle de notation de 1 à 4, directives méthodologiques de l'IRRF.

³¹ Ibid.

³² IRRF = Cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources

<p>millions); Niveau cible 2020 : 75 millions (femmes 30 millions, hommes :45 millions) (Plan stratégique IRRF 1.1.A.3.1)</p> <p>Indice d'inégalité entre les sexes Niveau de référence (2014) : 0,503 ; niveau cible (2020) : 0,430</p> <p>Pourcentage de personnes détenant un compte dans une institution financière formelle Niveau de référence (2015) : 29,1 % (femmes : 25,2 %, hommes : 32,9 %) ; Niveau cible (2020) : 35 % (femmes : 30,5 %, hommes : 38 %)</p>	<p>Siège du PNUD</p> <p>Source : Rapports sur le développement humain Fréquence : 5 ans Responsabilité : Bureau des rapports sur le développement humain</p> <p>Source : Base de données sur l'accès aux services financiers (FINDEX) Fréquence : annuelle Responsabilité : Banque mondiale</p>	<p>cible (2020) : 5 millions ; ventilation : par sexe ; Source : Système d'information de gestion du PNUD (IRRF 1.1.1.A.1.1.)</p> <p>Indicateur 1.2.2. Nombre de citoyens et de citoyennes qui travaillent six mois après la fin d'un stage de formation ou d'apprentissage. Niveau de référence (2016) : femmes : 163 267, hommes : 43 984, total : 207 251. Niveau cible (2020) : femmes : 332 267, hommes : 96 984, total 432 251 ; ventilation : par sexe ; source : Enquêtes de suivi par sondage</p> <p>Indicateur 1.2.3. Nombre de personnes bénéficiant de moyens de subsistance renforcés grâce à des mesures de gestion des ressources naturelles, des services rendus par les écosystèmes, des substances chimiques et des déchets. Niveau de référence (2016) : femmes : 11 799, hommes : 18 469, total : 30 268. Niveau cible (2020) : femmes : 44 000, hommes : 66 000, total 110 000 ; ventilation : par sexe ; source : SIG du PNUD (IRRF 1.3.2.A)</p> <p>PRODUIT 1.3 : Le Gouvernement dispose des capacités lui permettant de créer des conditions propices à une croissance verte et favorable aux pauvres</p> <p>Indicateur 1.3.1: Nombre de nouveaux partenariats de développement prévoyant le financement de mesures renforcées en matière d'efficacité énergétique et/ou d'énergies durables visant les populations/catégories sous-desservies et les femmes, Niveau de référence 2015 : 1 ; Niveau cible 2020 : 5 ; Source : Examen annuel sur dossier du PNUD (IRRF 1.5.1)</p> <p>Indicateur 1.3.2: Nombre de personnes bénéficiant d'un meilleur accès aux énergies renouvelables, ventilé par sexe ; Niveau de référence 2016 : 30 568 ; Niveau cible 2020 : 600 000 ; Source : SREpGen MIS (IRRF 1.5.2.A)</p> <p>Indicateur 1.3.3 : Nombre de nouveaux mécanismes de partenariat prévoyant le financement de mesures de gestion durable des ressources naturelles, des services rendus par les écosystèmes, des substances chimiques et des déchets, à l'échelle nationale et/ou infranationale, Niveau de référence 2016 : 5; Niveau cible 2020 : 15 ; Source : SIG du PNUD (IRRF 1.3.1.A.1.1)</p>	<p>développement rural et des coopératives BBS Division de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation Danemark Union européenne UKaid Suède Banque asiatique de développement Banque mondiale Banque islamique de développement</p> <p>OIT ONU-Femmes UNICEF FENU Institut bangladais d'études sur le développement, Centre for Policy Dialogue</p>	
<p>Priorité ou objectif du pays : ODD 2, 3, 4, 5, 6, 8, 10, 16. 7PQ: OS14</p>				
<p>Réalisation énoncée dans le PNUAD (ou équivalent) faisant intervenir le PNUD : n° 2. Élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes sociaux améliorés qui privilégient la bonne gouvernance, la réduction des inégalités structurelles et le progrès des individus et des catégories vulnérables</p>				
<p>Réalisation correspondante du plan stratégique : (du plan stratégique, 2014-2017) À titre principal : réalisation 2 du plan stratégique, systèmes de gouvernance démocratique plus solides pour répondre aux attentes des citoyens (et secondairement, réalisation 3 du plan stratégique, institutions capables</p>				

d'assurer l'accès universel aux services de base)				
<p>Proportion de personnes vivant sous le seuil de pauvreté et bénéficiant d'une protection sociale. Niveau de référence (2016): 36 %; niveau cible (2020): 60 %; ventilation : pas de données disponibles</p> <p>Pourcentage de citoyens satisfaits par les services fournis par les administrations publiques locales. Niveau de référence (2016) : conseils municipaux (Union Parishad), 37,1 %, conseils de district (Upazila Parishad), 26 % ; niveau cible (2020) : Union Parishad, 50 %, Upazila Parishad, 40 % ; ventilation : par sexe</p> <p>Indice composite mondial d'accès aux services judiciaires³³, Niveau de référence (2015) : 0,42, niveau cible (2020) : 0,50 ; ventilation : par type de service (IRRF 3.3)</p> <p>Pourcentage des femmes âgées de 20 à 24 ans mariées ou liées par</p>	<p>Source: Enquête sur les revenus et les dépenses des ménages, 2016 et 2020 Fréquence : 5 ans Responsabilité : BBS</p> <p>Source: Bangladesh Institute of Development Studies (BIDS), 2016 Fréquence : 5 ans Responsabilité : BIDS</p> <p>Source: Indicateur État de droit du World Justice Project (WJP) Fréquence : annuelle Responsabilité : WJP</p> <p>Source : Enquêtes démographiques et de santé du Bangladesh Fréquence : 5 ans Responsabilité : BBS</p>	<p>PRODUIT 2.1: La société civile, les groupes de pression, les organes de gouvernement compétents et les partis politiques disposent des outils et des connaissances leur permettant d'établir des programmes et des plateformes visant à créer un consensus autour des questions nationales Indicateur 2.1.1.: Degré de renforcement des conditions favorables à l'engagement citoyen, notamment cadre législatif/réglementaire régissant le fonctionnement des organisations de la société civile civil dans la sphère publique et contribuant au développement, et mécanismes/platformes de participation effective de la société civile (privilegiant les femmes, les jeunes et les catégories exclues)³⁴. Niveau de référence (2016) : faible (sur 3 groupes), niveau cible (2020) : moyen (sur 3 groupes); Source : panel annuel d'experts indépendants du PNUD (IRRF 2.4.2)</p> <p>Produit 2.2: Le Gouvernement dispose des capacités à conduire des réformes du secteur de la justice formelles, quasi formelles, répondant à une demande et tenant compte des disparités entre les sexes, afin de fournir un accès à la justice plus équitable aux femmes et aux hommes, en particulier parmi les catégories marginalisées Indicateur 2.2.1. Pourcentage des groupements de villages (Union Parishads) disposant d'un accès à un tribunal municipal local. Niveau de référence (2015) : 7.8 % ; niveau cible (2020) : 30 %, Source : projet « Activating Village Courts » du PNUD, phase II Indicateur 2.2.2. Niveau des capacités des institutions opérationnelles à soutenir la réalisation des obligations nationales et internationales ratifiées en matière de droits de l'homme. Niveau de référence (2016) : 2 (très partiel) ; niveau cible (2020) : 3 (partiel) ; source : panel annuel d'experts indépendants du PNUD (IRRF 2.3.1., ODD 16.a.2) Indicateur 2.2.3. Nombre d'affaires résolues par l'intermédiaire de services d'aide juridictionnelle aux pauvres et aux catégories défavorisées. Niveau de référence (2015) : 12 417, niveau cible (2020) : 72 046 ; ventilation : par sexe ; source : Organisation nationale des services d'aide juridictionnelle. Indicateur 2.2.4. Nombre de victimes d'actes de violence sexuelle et sexuelle ayant obtenu réparation grâce à des mesures institutionnelles ; Niveau de référence 2016 : 750 ; Niveau cible 2020 : 10 890, Source : Base de données du PNUD « Strengthening response to gender-based violence »</p> <p>Produit 2.3. Le Gouvernement dispose des capacités lui permettant d'élaborer des politiques et de mener des interventions sectorielles et géographiques dans les districts où les inégalités de progrès sont</p>	<p>Division du secrétariat du Gouvernement Division de l'économie générale et 30 grands ministères compétents en matière de protection sociale Division des relations économiques Cabinet du Premier ministre Ministères du droit, de la justice et des affaires parlementaires, des collectivités territoriales, du développement rural et des coopératives, des affaires relatives aux montagnes de Chittagong Commission nationale des droits de l'homme BBS Division du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre Union européenne Danemark Suisse UKaid USAID Corée Espagne</p>	<p>Ressources ordinaires 6,3 millions</p> <p>Autres ressources 58,46 millions</p>

³³ Notation entre 0,00 et 1.00. The *WJP Rule of Law Index 2015*.

³⁴ Indicateur composite. Échelle de notation : 1-3 (faible à moyen), directives méthodologiques de l'IRRF et du bureau de pays.

<p>une union civile avant l'âge de 18 ans. Niveau de référence (2011) : 65 %, niveau cible (2020) : 30 %, Ventilation : aucune (7PQ/DRF59, ODD 5.3.1)</p>		<p>manifestes Indicateur 2.3.1. Niveau des capacités des autorités/administrations infranationales en termes de planification, de budgétisation et de suivi de la prestation des services de base. Niveau de référence (2016) : 3 (Capacités partielles existantes), Niveau cible (2020) : 4 (Larges capacités existantes)³⁵. Source : Évaluation à mi-parcours par le PNUD du projet de gouvernance des conseils municipaux (Union Parishads) et du projet de gouvernance des <i>upazilas</i>, 2014; panel annuel d'experts indépendants pour 2016-2020 (IRRF 3.2.2) Indicateur 2.3.2. Degré auquel les mesures et les réformes institutionnelles augmentent l'accès aux mécanismes de protection sociale ciblant les pauvres et les autres catégories à risque. Niveau de référence (2014) : 3, niveau cible (2020) : 5 ; Source : Panel annuel d'experts indépendants du PNUD (IRRF 1.2.1.A) Indicateur 2.3.3. Proportion de citoyens mal desservis qui reçoivent des versements électroniques au titre des prestations de protection sociale. Niveau de référence (2016) : femmes : 0 %, hommes : 0 %, total : 0 % ; niveau cible (2020) : femmes : 20 %, hommes : 20 %, total : 20 % ; ventilation : par sexe Indicateur 2.3.4. Nombre de consultations des services publics administratifs en ligne par des membres de communautés mal desservies. Niveau de référence (2016) : 0,5 million, niveau cible (2020) : 24 millions</p>	<p>Banque mondiale ONU-Femmes OIT FNUAP UNICEF <i>Comité du Bangladesh pour le progrès rural</i> Centres d'innovation (Nesta, Innovation for Poverty Action, MindLab, Singapore Global Centre for Public Service Excellence).</p>	
<p>Priorité ou objectif du pays : ODD 1, 2, 7, 11, 12, 13, 14 et 15; 7PQ : OS11,</p>				
<p>Réalisation énoncée dans le PNUAD (ou équivalent) faisant intervenir le PNUD : n° 3. Renforcer la gestion effective de l'environnement naturel et anthropique en ciblant l'amélioration de la viabilité et le renforcement de la résilience des individus et des groupes vulnérables</p>				
<p>Réalisation correspondante du plan stratégique (dans le plan stratégique, 2014-2017) : Réalisation 5, prévention des catastrophes et réduction des risques (ainsi que réalisation 1, la croissance et le développement profitent à tous et sont durables)</p>				
<p>Indice de performance environnementale (IPE) Niveau de référence (2016) : 41,77 Niveau cible (2020) : 43,00 ; Composantes de l'indice : impacts sur la santé, qualité de l'air, eau et assainissement, agriculture, forêts, pêcheries, biodiversité et habitat, climat et énergie</p> <p>Indice mondial de</p>	<p>Source : IPE Global Metrics for the Environment Fréquence : annuelle Responsabilité : Université de Yale</p> <p>Source : Indice mondial de risque³⁷ Fréquence : annuelle Responsabilité :</p>	<p>PRODUIT 3.1 : Les institutions publiques disposent de capacités renforcées et des cadres institutionnels et juridiques leur permettant de répondre aux tremblements de terre, aux événements météorologiques extrêmes et aux urgences environnementales et de garantir un relèvement résilient Indicateur 3.1.1. Nombre de plans sectoriels majeurs de développement au niveau national et infranational qui traitent explicitement de la gestion des catastrophes et/ou des risques climatiques, ventilés pour distinguer ceux qui tiennent compte des différences de sexe ; Niveau de référence 2015 : 100, Niveau cible 2020 : 250 ; Source : Examen annuel sur dossier du PNUD (IRRF 5.3.1)⁴² Indicateur 3.1.2. Nombre de plans de développement communaux élaborés et approuvés qui incluent des mesures de résilience et d'adaptation climatique, Niveau de référence 2016 : 10, Niveau cible</p>	<p>Ministères de l'environnement et des forêts, des ressources en eau, de la gestion des catastrophes et des opérations de secours, de l'énergie et des ressources minérales, de l'éducation, des affaires relatives aux montagnes de</p>	<p>Ressources ordinaires 10,8 millions</p> <p>Autres ressources 144,74 millions</p>

³⁵ Échelle de notation 1-4, notes sur les directives méthodologiques de l'IRRF

<p>risque – absence de capacités d’adaptation³⁶, Bangladesh. Niveau de référence (2015) : 56,69 %, niveau cible (2020) : 53,00 %</p> <p>Pertes économiques liées aux risques naturels (géophysiques et climatiques) en part du produit intérieur brut. Niveau de référence (2012 – moyennes 1990-2008) : 1,8 % par an, niveau cible (2020) : 1,2 % (IRRF 5.2)</p> <p>Pourcentage des dépenses publiques consacrées à la résilience face au climat et aux catastrophes. Niveau de référence (2014) : 6,5 % ; Niveau cible (2020) : 10 % ;</p> <p>Nombre de communautés rurales disposant de logements et d’équipements</p>	<p>UNU-EHS^{38/} Alliance Development Works Source : base de données EM-DAT³⁹ Fréquence : annuelle Responsabilité : Centre de recherche sur l’épidémiologie des catastrophes, ONU-DAES</p> <p>Source : base de données par pays⁴⁰ CPEIR⁴¹ Fréquence : annuelle Responsabilité : Governance of Climate Change Finance for Asia-Pacific Source : Rapports sur le 7PQ Fréquence : annuelle Responsabilité : Département de la gestion des catastrophes</p>	<p>2020 : 30, Source : SIG du PNUD Indicateur 3.1.3. Nombre de femmes et d’hommes dont la résilience est renforcée à l’échelle du ménage et de la communauté. Ventilation : par sexe. Niveau de référence 2016 : 1,5m, Niveau cible 2020 : 2,5m; Niveau de référence 2016 : femmes : 500 000, hommes : 1 000 000, total : 1,5 million ; Niveau cible 2020 : femmes : 1,25 million, hommes : 1,25 million, total 2,5 millions ; Source : enquêtes annuelles par questionnaire et SIG du PNUD Indicateur 3.1.4. Nombre de ménages les plus vulnérables dans les districts littoraux qui disposent de logements résilients face aux événements climatiques et aux catastrophes et de moyens de subsistance adaptables, Niveau de référence 2016 : 1 500, Niveau cible 2020 : 2000,0 ; Ventilation : ménages dirigés par des femmes ; Source : SIG du PNUD</p> <p>Produit 3.2. : Le Gouvernement dispose des capacités lui permettant d’élaborer et de mettre en œuvre une série de mesures économiques vertes axées sur la résilience et favorables aux pauvres Indicateur 3.2.1. Nombre d’instruments soutenus par le PNUD qui favorisent une économie résiliente à faible émission de carbone au Bangladesh, Niveau de référence 2016 : 3⁴³, Niveau cible 2020 : 6 ; Source : Examen annuel sur dossier des moyens d’action par le PNUD Indicateur 3.2.2. Degré de renforcement du système en vigueur permettant d’accéder aux financements climatiques, de les attribuer, de les suivre, d’en rendre compte et de les contrôler ; Niveau de référence 2016 : 2 (très partiellement) ; Niveau cible 2021 : 3 (largement) ; Source: Panel annuel d’experts indépendants du PNUD (IRRF 1.4.1.B) Indicateur 3.2.3. Nombre de zones d’importance écologique critique désignées par le Gouvernement pour qu’elles bénéficient d’une protection spéciale ; 2016 : 13 Niveau cible 2021 : 15 ; Source : DoE/MoEF Indicateur 3.2.4.: Nombre de questions liées à la qualité des eaux fluviales qui sont érigées en priorité d’investissement par la Commission nationale de la préservation des cours d’eau (NRCC) ; Niveau de</p>	<p>Chittagong Division des relations économiques BBS Division du suivi et de l’évaluation de la mise en œuvre Protocole de Montréal Fonds pour l’environnement mondial Secteur privé (BUILD, par exemple) Société civile (PKSF, par exemple) Suède Danemark Union européenne Suède UKaid USAID Chine Australie Allemagne</p> <p>Fonds vert pour le climat FAO PNUE</p>	
---	---	---	--	--

³⁷ <http://www.worldriskreport.org>

⁴² Ventilé par sexe et en fonction des plans budgétisés ou non. Notes sur les directives méthodologiques de l’IRRF.

³⁶ L’indice des capacités d’adaptation est un sous-indice de l’Incide mondial de risque, plus général. Il consiste en 11 indicateurs couvrant l’éducation et la recherche, l’égalité entre les sexes, la situation environnementale et la protection des écosystèmes, et les investissements.

³⁸ Institut pour l’environnement et la sécurité humaine de l’Université des Nations Unies

³⁹ <http://www.emdat.be>

⁴⁰ [http://climatefinance-developmenteffectiveness.org/Base de données CPEIR-Database](http://climatefinance-developmenteffectiveness.org/Base%20de%20donn%C3%A9es%20CPEIR-Database)

⁴¹ Climate Public Expenditure and Institutional Review

⁴³ Stratégie nationale de réduction des émissions de carbone et de résilience climatique, plan national d’adaptation, cadre national relatif au fonds vert pour le climat, contribution prévue déterminée au niveau national [GTTF : les notes ne sont pas alignées dans l’ordre chronologique (comme dans l’anglais)]

collectifs résilients face aux catastrophes, Niveau de référence (2013) : 18 000, Niveau cible (2020) : 25 000u (7PQ/DRF72)		référence 2016: 0 ; Niveau cible 2021 : 4; Source : NRCC	ONU-Femmes UNICEF PAM	
---	--	--	-----------------------------	--